

# Les garderies francophones ont encore besoin d'aide financière

*Le Droit  
6 décembre '07*

**CHARLES THÉRIAULT**

[ctheriault@ledroit.com](mailto:ctheriault@ledroit.com)

Les écoles catholiques de langue française d'Ottawa ont encore besoin d'aide financière de la Ville pour construire ou agrandir des garderies en milieu scolaire.

La présidente du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre Est, Diane Doré, a profité de la dernière journée des consultations publiques sur le budget municipal de 2008 pour rappeler aux membres du conseil l'importance du financement des garderies en milieu scolaire. «Notre conseil sco-

laire possède 39 écoles et nous travaillons en étroite collaboration avec la Ville d'Ottawa sur la question des garderies depuis plusieurs années. Il y a 144 000 francophones à Ottawa et ils représentent 17,2 % de la population de la ville. Les besoins de cette population augmentent, notamment au chapitre des garderies scolaires. La petite enfance est une étape très importante, car si les parents ne peuvent trouver une garderie francophone, ils vont se tourner vers une garderie anglophone», a fait valoir Mme Doré.

Le financement des garderies en milieu scolaire n'est pas di-

rectement menacé dans le budget de 2008 de la Ville d'Ottawa, mais les responsables du conseil scolaire ont déjà placé leurs pièces sur l'échiquier en vue du budget de 2009.

Si la plupart des 155 personnes qui se sont adressées au conseil municipal, depuis lundi, plaident contre d'éventuelles coupes et réductions de services, certains militaient en faveur d'une baisse de la taxe et, conséquemment, de réductions drastiques des dépenses de la Ville. C'est le cas de Rob Sproule, du comité consultatif sur les affaires, qui a rappelé que les contribuables d'Ottawa sont les plus taxés en

Ontario. «Les citoyens de l'Ontario sont ceux qui paient les taxes municipales les plus élevées au Canada et ceux d'Ottawa sont les pires de tous. Ce n'est pas le rôle des municipalités de financer tous ces programmes. Ce n'est pas à moi de vous dire où couper, car vous avez du personnel pour ça. Mais je peux vous dire que nous sommes bien trop taxés et que cela nuit aux entreprises», a déclaré M. Sproule.

Les consultations sont maintenant terminées. Le conseil municipal entreprendra l'étude du budget lundi dans l'espoir de l'adopter avant la fin de la semaine prochaine.

LEDROIT, LE JEUDI 6 DÉCEMBRE 2007

## Le Programme de droit canadien à l'Ud'O

La Faculté de droit de l'Université d'Ottawa offrira, à compter de septembre 2008, le Programme de droit canadien. Il s'agira d'une formation de trois ans menant à l'obtention de deux diplômes — le LL.L. et le LL.B. — et dont les cours spécialisés seront principalement enseignés en français.

Ce programme s'inscrit dans la foulée des initiatives contenues dans le plan stratégique Vision 2010 de l'université. Il cherche à former des personnes capables d'analyser le droit sous toutes ces facettes. Selon le doyen intérimaire de la section de *Common law*, Daniel Gervais, il y a une demande autant chez

les étudiants que chez les employeurs pour formation bilingue et bijuridique avec une dimension internationale.

Depuis plus de 50 ans, la faculté forme des avocates et des avocats en Droit civil et en *Common law*, les deux systèmes juridiques en vigueur au pays.

LE DROIT

*p. 17*



Le mercredi 05 déc 2007

## Le français perd du terrain

[Louise Leduc](#)

La Presse

**Le nombre de francophones augmente, mais leur poids démographique diminue. Au Québec, au Canada, et même dans l'île de Montréal, où les personnes de langue maternelle française sont maintenant minoritaires. Certains paniquent, le gouvernement Charest tempère. Et l'opposition exige plus d'efforts pour la francisation des immigrants. Qui, pour la première fois, utilisent davantage le français que l'anglais à la maison.**

Aussi bien au Canada qu'au Québec et qu'à Montréal, le français, en pourcentage, est en perte de vitesse.

Pour la première fois depuis 1931, le nombre de Québécois ayant le français pour langue maternelle est passé sous la barre du 80% (à 79,6%).

À Montréal, les gens de langue maternelle française sont maintenant minoritaires (49,8% comparativement à 53,2% lors du dernier recensement de 2001). La prédiction du démographe Marc Termote qui disait, en 1999, que les francophones seraient minoritaires à Montréal en 2021, s'est donc réalisée plus vite que prévu sous cet angle.

«Le nombre important d'allophones change sérieusement la donne partout au pays, au Québec comme au Canada, dit Guy Oddo, directeur de la région de l'Est à Statistique Canada. Ça fait en sorte, par exemple, que le pourcentage de Québécois qui parlent français à la maison est le même que le pourcentage d'Ontariens qui parlent anglais chez eux.»

Ce qui a, au surplus, joué contre la part de francophones au Québec, c'est que les anglophones, cette fois-ci, sont restés. Alors que la population de langue maternelle anglaise avait diminué de 14 000 entre 1996 et 2001, elle a plutôt affiché une croissance de plus de 4000 personnes au cours des cinq dernières années.

Tout a joué contre les francophones cette fois-ci, résume Robert Bourbeau, directeur du département de démographie à l'Université de Montréal. «Les francophones ont quitté massivement l'île de Montréal pour aller vivre en banlieue, note-t-il. Ils dorment donc en banlieue, la nuit, mais le jour, quand ils sont réveillés, ils viennent bien travailler à Montréal! Le fait que le français soit minoritaire à Montréal relève donc davantage du symbole, à mon avis.»

En cinq ans, l'île de Montréal a en fait vu partir pas moins de 40 000 francophones vers les banlieues.

Autre question d'importance: les allophones finissent-ils par adopter le français ou l'anglais? Pour la première fois, les allophones qui adoptent une autre langue adoptent le plus souvent le français (à 51%). «C'est bien, mais ça demeure insuffisant», croit M. Bourbeau.

Guy Oddo, de Statistique Canada, croit qu'il faut plutôt découper la statistique. Voir que pour ce qui est de l'immigration de longue date, oui, l'anglais a été privilégié, mais que les allophones arrivés au pays entre 2001 et 2006 optent maintenant à 75% pour

le français à la maison quand ils font un transfert linguistique.

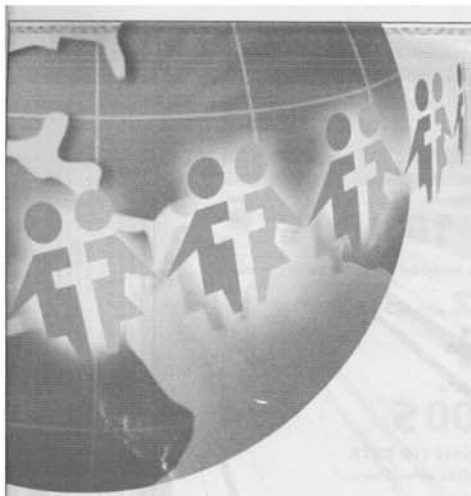
Charles Castonguay, professeur à la retraite au département de mathématiques et de statistiques à l'Université d'Ottawa, croit que ce 75% ne veut rien dire. «J'en ai marre qu'on laisse croire à un tel pouvoir d'attraction du français au Québec! Le Québec choisit ses immigrants, ils ont des points supplémentaires s'ils parlent déjà français. Ce n'est donc pas au Québec qu'ils apprennent le français. C'est au Maghreb, en France ou en Suisse!»

Au total, M. Castonguay se dit «en état de choc», relevant que les statistiques évoquent des baisses appréciables, beaucoup plus que ce qui est habituellement observé en une période aussi courte que cinq ans.

Selon le président du Mouvement Montréal français, Mario Beaulieu, «les résultats du recensement confirment la nécessité d'une application rigoureuse et d'un renforcement de la loi 101».

Pour le Mouvement Montréal français, la loi 101 visait à faire du français non pas une langue officielle, mais plutôt la seule langue officielle du Québec.

Le commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, a pour sa part pris acte de la diminution, en pourcentage, des francophones au Canada (une diminution de 0,8% par rapport à 2001.) S'il se réjouit par ailleurs du fait que les anglophones du Québec soient plus nombreux à se déclarer bilingues (7 sur 10) M. Fraser se désole de ce que le nombre de jeunes adultes anglophones de l'extérieur du Québec qui se déclarent bilingues ait connu une diminution depuis 2001. «Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent mettre sur pied des programmes accessibles et efficaces afin de maintenir l'intérêt de la population canadienne pour l'apprentissage de leur seconde langue officielle.»



## Au CSDCEO, M. Martial Levac et M<sup>me</sup> Georgette Sauvé réélus pour un deuxième mandat

Lors de la séance annuelle d'organisation du CSDCEO, tenue le mardi 4 décembre 2007, M. Martial Levac a été réélu sans opposition à la présidence du Conseil, alors que M<sup>me</sup> Georgette Sauvé était elle aussi réélue sans opposition à la vice-présidence.

Lors de son allocution, le président a précisé les grands dossiers et les objectifs éducatifs à privilégier au cours de la prochaine année :

- continuer à oeuvrer en fonction de l'amélioration du rendement des élèves, la raison d'être du Conseil;
- contribuer au développement durable de la francophonie ontarienne, en actualisant la visée de la *Politique d'aménagement linguistique*;
- poursuivre l'atteinte des objectifs ciblés au Plan stratégique 2005-2008 selon les quatre axes identifiés par le Conseil;
- le CSDCEO a déjà un taux de diplomation de 84,9 %; donc, poursuivre l'atteinte de la cible provinciale de diplomation qui est de 85 % en 2010-2011;
- poursuivre les initiatives mises en place dans le cadre du programme *Réussite des élèves / Apprentissage jusqu'à l'âge de 18 ans*;
- poursuivre les projets de construction / rénovation dans les régions de Casselman, Embrun et Rockland;
- cultiver la fierté francophone chez les élèves, les aider à bâtir leur construction identitaire et promouvoir l'enseignement des valeurs catholiques;
- maintenir un dialogue et une communication efficace entre les parents, les écoles, la communauté et le Conseil, par le biais de différents comités, tels que les conseils d'école et le Comité de participation des parents, en organisant diverses activités comme les forums communautaires; et
- poursuivre les projets et initiatives du Conseil entourant les *Fêtes du 10<sup>e</sup> anniversaire* et la mise en place des *Espaces de la francophonie*.



M. Martial Levac, élu à la présidence du CSDCEO et M<sup>me</sup> Georgette Sauvé, qui sera à la vice-présidence, pour la période s'échelonnant du 4 décembre 2007 au 30 novembre 2008.

Cette page d'information vous est offerte grâce à un partenariat entre le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien et le quotidien Le Droit.



### Ensemble, nous faisons toute une différence!

Avec près de 12 000 élèves, 800 enseignants et enseignantes dans 39 écoles, le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien est le plus grand réseau d'écoles de langue française dans la région de Stormont, Dundas, Glengarry, Prescott et Russell.



Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien

1 800 204-4098  
[www.csdceo.ca](http://www.csdceo.ca)



Le mercredi 05 déc 2007

## Les Québécois, des «bollés»

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

**Le Canada possède l'un des systèmes d'éducation les plus efficaces au monde. À 15 ans, les jeunes de toutes les provinces, Québec compris, sont parmi les meilleurs élèves du globe en sciences, en lecture et en mathématiques. Mais ils devront travailler plus fort pour le rester.**

Les résultats de la troisième enquête du PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) ont de quoi réjouir le Canada et le Québec. Comme en 2000 et en 2003, les élèves s'y situent bien au-dessus de la moyenne des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). De manière générale, le Canada s'est amélioré en sciences, passant du 8e au 3e rang entre 2003 et 2006, n'étant dépassé que par la Finlande et Hong-Kong. Ses résultats sont aussi demeurés très forts en lecture et en mathématiques. Toutefois, les progrès d'autres pays ont fait reculer le Canada du 5e au 7e rang en mathématiques et du 3e au 4e rang en lecture de 2003 à 2006. «Les jeunes Canadiens devront accroître leurs compétences au rythme des autres pays du peloton de tête s'ils entendent conserver leur avantage à l'avenir, a prévenu hier Patrick Bussière, auteur de la version canadienne du rapport. On ne doit pas s'asseoir sur nos lauriers.»

Les Québécois démontrent une fois de plus qu'ils ont hérité de la bosse des maths au pays, arrivant en tête de toutes les provinces. À l'échelle mondiale, ils se classent au 5e rang (contre le 6e en 2003), dépassés seulement par leurs homologues de Taïwan, Hong-Kong, Corée et Finlande. Si la Belle Province était un pays, elle obtiendrait le 4e rang mondial en lecture (contre le 3e en 2003) et le 4e en sciences (contre 10e en 2003), suivant la moyenne canadienne.

Réalisée auprès de 400 000 élèves de 57 pays en 2006 représentant 90% de l'économie mondiale, la dernière enquête PISA a mis l'accent sur les sciences. Constat: les Canadiens en raffolent! Ils font preuve d'un intérêt général plus marqué à cet égard, ils les étudient avec plus de plaisir, se disent plus convaincus de leur utilité dans leurs études ou pour dénicher un emploi que les autres jeunes. Mieux: ils sont plus nombreux à vouloir étudier, puis travailler dans le domaine des sciences. «À une époque où les connaissances scientifiques et technologiques contribuent à stimuler la croissance dans les économies avancées, l'attitude des élèves face aux sciences sera déterminante pour le potentiel économique futur des pays», a relevé hier Angel Curria, secrétaire général de l'OCDE.

À noter toutefois que les Québécois sont les moins enthousiastes du pays à ce chapitre. Ils se déclarent moins bien préparés et moins informés (avec ceux de la Saskatchewan) pour poursuivre une carrière scientifique que l'ensemble des autres Canadiens. Ils se disent moins nombreux à participer à des activités éducatives en plein air, des visites de musées, des conférences ou séminaires sur l'environnement et sont aussi les moins nombreux de tout le pays à consacrer quatre heures ou plus par semaine à l'apprentissage des sciences. «C'est là que l'on retrouve les différences les plus notables entre les Québécois et le reste du pays», a remarqué Patrick Bussière.

«Malgré tout, les Québécois réussissent beaucoup mieux que la moyenne mondiale. Il n'y a pas lieu de s'alarmer», a insisté Jean-Pascal Bernier, attaché de presse de la

ministre de l'Éducation.

### **Un système équitable**

Le système d'éducation du Canada se distingue comme étant l'un des plus équitables au monde. Le statut socioéconomique de la famille y a moins d'incidence sur le rendement en sciences que dans l'ensemble des pays de l'OCDE. L'enquête du PISA relève aussi que l'écart entre les résultats des immigrants de première ou de deuxième génération (nés de parents immigrants) et les autres Canadiens est plus faible au Canada et au Québec que dans la majorité des autres pays. «On a tendance à dresser un portrait très noir de la situation et le PISS a le mérite de nous rappeler qu'on a un très bon système d'éducation», a commenté Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec.

Les principales critiques ont été soulevées sur le sort réservé aux décrocheurs, ignorés dans cette étude. En effet, les tests PISA mesurent uniquement les performances d'élèves assis sur les bancs d'écoles, a déploré Patrick Potvin, professeur de l'UQAM. «Ils ne testent pas ceux qui n'y sont pas et qui sont les plus susceptibles de faire baisser la moyenne de performance. Imaginez le bond en avant qu'une moyenne peut faire si on retranche toutes les notes les plus basses.»

### **Encore et toujours... la Finlande**

La Finlande se distingue cette année encore comme l'exemple à suivre en matière d'éducation. Comme en 2000 et en 2003, elle surpasse tous les pays de l'OCDE en mathématiques et en sciences, et se classe 2e en lecture. «Si l'on compare les élèves en fonction du classement en sciences, les Finlandais ont presque un an d'avance par rapport au reste des pays», selon Éric Charbonnier, analyse à l'OCDE. Les pays les plus performants, comme le Canada et la Corée, se caractérisent par un nombre élevé de bons élèves mais faible d'élèves en difficulté, des systèmes éducatifs équitables et où la qualité de l'enseignement est quasiment homogène quel que soit l'établissement. Les États-Unis figurent parmi les plus mal placés des pays de l'OCDE (24e en maths et 21e en sciences) avec la Grèce et le Mexique. La France accuse une légère baisse qui la place dans la moyenne (17e rang en maths et 19e en sciences).



Le jeudi 06 déc 2007

## **André Montmorency invite les Québécois à quitter l'Église catholique**

La Presse Canadienne  
Montréal

**Déçu par l'Église catholique, le comédien André Montmorency quitte le navire. Il invite les Québécois à suivre le sillage de son apostasie.**

L'artiste se dit outré par les récents propos du cardinal Marc Ouellet. Les excuses publiques du primat de l'Église canadienne pour les erreurs commises par le clergé avant les années 1960 ont fait déborder le vase. Selon lui, en demandant pardon, Marc Ouellet n'a pas compris qu'il attiserait les flammes. Dans une chronique publiée dans le journal *Le Plateau*, M. Montmorency affirme qu'il a été victime d'abus sexuel quand il était pensionnaire dans les années 1950.

L'Archevêché de Montréal a refusé de confirmer s'il avait reçu la demande d'apostasie de M. Montmorency, car il s'agit d'une correspondance privée. Le diocèse montréalais affirme recevoir chaque semaine deux ou trois demandes de gens qui veulent quitter l'Église catholique.



Le jeudi 06 déc 2007

## **Pas de stand du Collège militaire au cégep de Saint-Jérôme**

**Hugo Fontaine**

La Presse

**Les Forces armées canadiennes brillaient par leur absence hier lors d'une foire universitaire au cégep de Saint-Jérôme. Il pourrait s'agir d'une conséquence de la campagne d'opposition au recrutement militaire menée par le Centre de ressources sur la non-violence.**

Comme plusieurs autres institutions universitaires, le Collège militaire royal de Kingston (CMR) participe à une tournée des cégeps organisée par l'Association québécoise d'information scolaire et professionnelle. Mais le Collège n'a pas monté de stand pour la visite à Saint-Jérôme.

«Ça n'a pas été annulé par l'armée», soutient le major Guy Paquin, commandant du Centre de recrutement des Forces armées canadiennes à Montréal. «La direction nous a dit de ne pas nous présenter.»

Le directeur des communications du cégep de Saint-Jérôme, Jacques Moisan, indique plutôt que c'est le CMR qui a choisi de ne pas y être. «Après consultation, nous avons fait savoir aux gens du Collège militaire qu'il y avait peu d'intérêt du côté des étudiants», dit-il.

### **Campagne fructueuse**

Peu importe les raisons de l'absence de l'armée, l'organisateur de la campagne antirecrutement, Alexandre Vidal, s'est réjoui du résultat. "L'école n'est pas un lieu où l'activité militaire doit être promue", dit-il. L'objectif de la campagne est de mettre un terme au recrutement dans les écoles et de "montrer l'envers de la médaille d'une carrière militaire", précise M. Vidal.

Selon lui, près de 25 associations étudiantes ont déjà manifesté leur opposition à la présence des Forces armées dans les murs de leurs institutions. Des activités de perturbation ont déjà eu lieu dans trois cégeps ainsi qu'à l'Université du Québec à Chicoutimi.

La campagne de recrutement 2007-2008 des Forces armées canadiennes se poursuit jusqu'au 31 mars. L'objectif national est de 12 000 soldats, dont 6000 réservistes. Dans la région de Montréal, le major Guy Paquin estime qu'il dépassera son objectif de 1668 enrôlements.



Thursday » December  
6 » 2007

## Francophones are being assimilated, group says

### Blames census results on proximity to Ontario, bilingualism, and the need to speak English at work

**Dave Rogers**

The Ottawa Citizen

*Thursday, December 06, 2007*

A decline in the use of French at home in Ottawa-Gatineau shows that the region's French-speaking residents are being assimilated, the head of a French-language advocacy group said yesterday.

Jean-Paul Perreault, director of l'Impératif français, said 365,422 Ottawa-Gatineau residents listed French or French and another language as their mother tongue in the 2006 census. Mr. Perreault said 332,305 people told Statistics Canada that they speak French at home.

"This is a loss of 33,117, or nine per cent of people who call French their mother tongue, but don't speak it at home," Mr. Perreault said. "This shows that French-speaking people are being assimilated because of their proximity to Ontario, the need to speak English in the public services and bilingualism in Gatineau.

"There are 555,507 people who identify English as one of their mother tongues and 676,435 residents who say English is the main language at home. That is a gain of 120,928 people or 27.8 per cent, thanks to the assimilation of francophones and allophones."

Allophones are people whose mother tongue is neither French nor English.

Mr. Perreault said Ottawa-Gatineau residents often tell Statistics Canada workers that they have two or three native languages. He said 10,485 people said they have two mother tongues.

Statistics Canada figures released Tuesday show that the number of Ottawa-Gatineau residents who identified French as their only maternal language increased to 360,175 in 2006 from 341,175 in 2001. The number of residents who listed English as their only mother tongue increased to 550,260 in 2006 from 530,870 during the same period.

Sylvie Lafrenière, a Statistics Canada researcher, said Gatineau's franco-phone population grew to 223,130 in 2006 from 209,430 in 2001, an increase of 13,700 people or 6.5 per cent.

The French-speaking proportion of Gatineau's overall population of 281,650 slipped to 79 per cent from 81 per cent during the five-year period because of the arrival of immigrants who don't speak English or French.

A wave of immigration from the Middle East has made Arabic the third most common mother tongue in Ottawa-Gatineau after English and French, according to 2006 census figures.

The census, which found that one in five Canadians is allophone, counted 30,890 Arabic speakers in Ottawa-Gatineau, compared with 26,105 in 2001. The figures also show 26,890 people in the region speak Chinese, 13,280 speak Spanish and 11,510 speak Italian as their mother tongue.

Franco Materazzi, a housing and commercial development consultant, said Gatineau's population increased by 8.5 per cent because Ottawa residents are attracted by lower housing costs. Mr. Materazzi said some new residents have come from other parts of Quebec to work in the public service.

"There has been an influx of people because the public service has hired many people during the last few years," Mr. Materazzi said. "The major source of growth in Ottawa and Gatineau has been from other parts of Canada and immigration. It has nothing to do with an increase in the birthrate."

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

---

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.

Thursday » December  
6 » 2007

## Universities told to revamp arts degrees

### Declining enrolment forcing schools to be more 'relevant,' expert says

**Pauline Tam**

The Ottawa Citizen

*Thursday, December 06, 2007*

With enrolment stagnating and fewer young people coming up the ranks, Canadian universities are being told they must overhaul their most popular program -- the liberal arts degree -- or risk going out of business.

The warning comes from Clive Keen, a retired philosophy professor and former university administrator, who argues that as the pool of high school graduates shrinks and enrolment of middle-class students reaches saturation levels, universities must do more to appeal to those least likely to pursue higher education.

They include low-income students, aboriginal teens and young people whose parents never went beyond high school. Most of them are young men who face profound obstacles to learning and are turned off by what humanities and social science departments have to offer.

"There's a whole generation of disengaged, average-ability males who are drifting," says Mr. Keen, the former director of enrolment management at the University of Prince Edward Island.

"Give them a liberal arts degree and they'll say, 'Oh God, what the hell is this? Why should I study this one?' And they're either not interested, or they're dropping out in droves. This is a staggering waste of talent."

At issue are opposing views of the ivory tower, with one emphasizing the role of universities as a bastion for high-achieving students, and another stressing the need for universities to be accessible to a broad student base.

And as birth rates fall and fewer young Canadians coming along, the issue is complicated by a further dilemma: Should universities shrink to reflect this demographic slide? Or should they invest in an expensive act of self-preservation in a bid to appeal to disadvantaged groups?

In a report to the Canadian Association of University Business Officers, Mr. Keen argues the ivory tower must adapt by introducing programs that prepare students for specific jobs -- traditionally the domain of community colleges.

They include computer games and animation, sports marketing, adventure recreation, disaster management, fire safety, exercise and nutrition and renewable energy.

A number of universities, including Carleton and York, have already expanded their offerings to include applied programs.

"These young men can get turned on to learning if they get stuff that's relevant,"

says Mr. Keen. "If they get the kinds of degrees that I'm listing, they're going to be so much more socially valuable."

His comments are supported by The Canada Millennium Scholarship Foundation, which has also called on universities to reach out to under-represented groups.

The foundation suggests that as the country's population shrinks and more workers are needed to support pensioners, this untapped talent source could provide a surprise labour pool to support baby boomers in their old age.

Mr. Keen says adapting to this new reality requires universities to rethink their core mission.

"Universities simply can't say, 'Look, sorry, but we're going to stick with our traditional mandate. We're just going to take in bright and gifted kids and teach the higher level.' We're not allowed to do that anymore."

James Côté disputes that view. The author of *Ivory Tower Blues*, a scathing indictment of Canada's higher education system, argues that universities should leave applied learning to community colleges and avoid tinkering with the liberal arts.

"We'll quickly become the laughing stock of the world if we start a system like that," says Mr. Côté, a sociology professor at the University of Western Ontario.

He questions the value of universal access to universities and suggests governments do more to tackle youth unemployment instead of putting young people through "an education treadmill."

"There's nothing wrong with not going to university," says Mr. Côté.

"That's just promulgating this whole mythology that there's something magical about university, that you're not a success if you don't get a university degree. That's very insulting for those in the trades."

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

---

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.